

Maroc

En raison de son ancrage de plus en plus prononcé à son environnement régional et mondial, le Maroc a naturellement pâti des effets de la crise internationale qui a secoué le monde en 2008.

Cependant, la poursuite des réformes macroéconomiques et structurelles mises en place depuis une décennie, conjuguée à la reprise des activités non agricoles et de la demande dans les pays partenaires du Maroc, laissent entrevoir des perspectives de croissance favorables pour l'économie marocaine qui devrait enregistrer un taux de croissance de 4.6 % en 2011.

Conscient de sa forte dépendance vis-à-vis de l'Europe, le Maroc a favorisé la conclusion de partenariats avec plusieurs pays émergents, dans une optique de diversification de ses partenaires, les plus importants étant les pays arabes (Émirats arabes unis et Arabie Saoudite notamment), les pays asiatiques (Chine, Corée du Sud), les pays d'Amérique latine (Brésil et Mexique) et la Turquie.

La dynamique d'ancrage de l'économie marocaine à son environnement régional et mondial, qui se matérialise notamment dans la signature d'un nombre important d'accords de libre-échange avec ses principaux partenaires commerciaux, a exposé le pays aux incidences de la crise internationale qui a marqué les marchés mondiaux courant 2008. Si les fondamentaux de l'économie marocaine sont restés globalement stables malgré la crise, et si le pays a démontré une certaine résistance aux chocs externes, affichant des taux de croissance du produit intérieur brut (PIB) de 4.9 % en 2009 et de 3.3 % en 2010, il n'en demeure pas moins que la crise a mis en exergue des fragilités structurelles, notamment dans certains secteurs orientés à l'export tels que le textile et l'habillement.

Les difficultés auxquelles doit faire face le gouvernement marocain aujourd'hui ont été bien résumées dans le dernier discours du trône prononcé par le roi Mohammed VI en juillet 2010. Dans son discours, le souverain marocain exprimait les priorités suivantes : « relever les défis de l'ouverture et de la compétitivité, en engageant les réformes nécessaires en vue de restructurer les secteurs dont la crise mondiale a dévoilé les insuffisances et tirer parti des prémices de reprise de l'économie mondiale. » Il indiquait également que « la préservation des équilibres macroéconomiques s'impose comme une nécessité impérieuse, au même titre que la rationalisation des dépenses publiques et la modernisation du cadre légal et réglementaire, assurant une plus grande attractivité pour l'entreprise et les affaires. » Enfin, Mohammed VI estimait en juillet dernier qu'il fallait également « veiller à une exploitation judicieuse de la crédibilité dont jouit le secteur bancaire et financier national et de la confiance témoignée à l'égard du Maroc comme pôle d'attraction des capitaux et des investissements internationaux. »

Dans un tel contexte, la poursuite des réformes macroéconomiques et structurelles mises en place depuis une décennie, conjuguée à la reprise des activités non agricoles ainsi que de la demande dans les pays partenaires du Maroc, laissent entrevoir des perspectives de croissance favorables pour l'économie marocaine qui devrait enregistrer un taux de croissance de 4.6 % en 2011 et de 5 % en 2012.

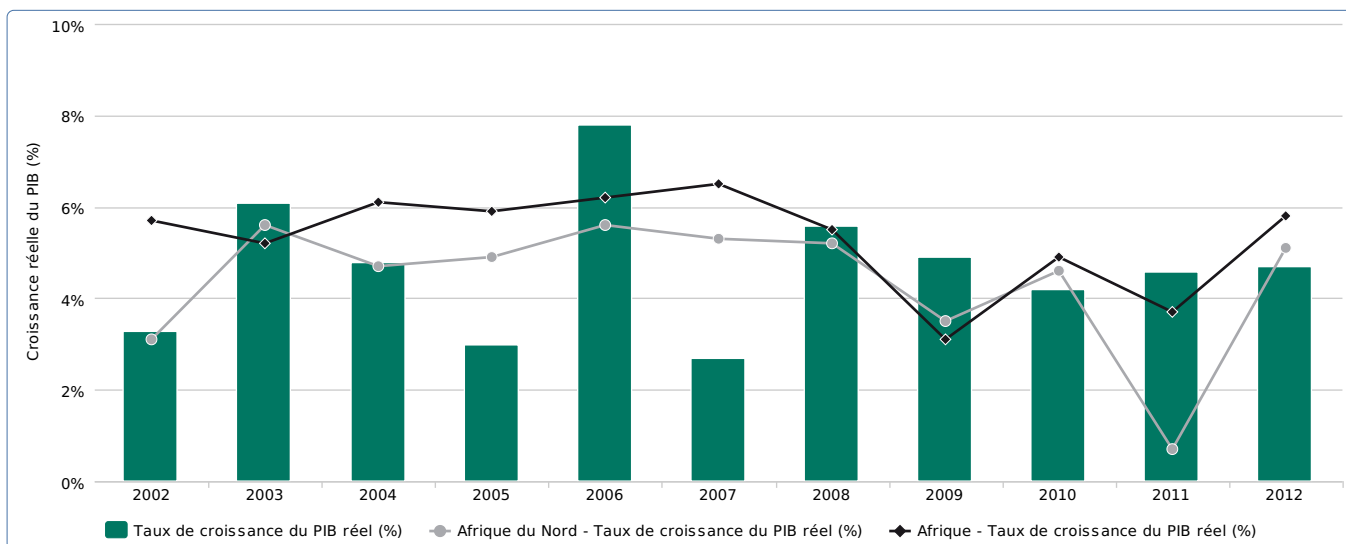
Tableau 1 : Indicateurs macroéconomiques

| | 2009 | 2010 | 2011 | 2012 |
|---------------------------------------|------|------|------|------|
| Taux de croissance du PIB réel | 4.9 | 3.3 | 4.6 | 5 |
| Inflation IPC | 1 | 0.9 | 2.1 | 2.7 |
| Balance budgétaire % PIB | -2.2 | -4.1 | -3.5 | -3.4 |
| Balance courante % PIB | -5.1 | -4.2 | -4.5 | -5.2 |

Source : Données des administrations nationales ; calculs des auteurs pour les estimations et les prévisions.

2010 : estimations ; 2011 et années suivantes : prévisions.

Figure 1 : Taux de croissance du PIB réel (N)



Source : Données du FMI et sources nationales ; calculs des auteurs pour les estimations et les prévisions.

2010 : estimations ; 2011 et années suivantes : prévisions.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888932412217>